

**NOTIFICATIONS UNDER ARTICLE 22.2 OF THE AGREEMENT
ON IMPLEMENTATION OF ARTICLE VII OF THE GENERAL
AGREEMENT ON TARIFFS AND TRADE 1994**

MOROCCO

The following communication, dated 5 October 1998, has been received from the Permanent Mission of Morocco.

The Permanent Mission of the Kingdom of Morocco to the United Nations Office at Geneva and Other International Organizations in Switzerland presents its compliments to the WTO Secretariat/Market Access Division and has the honour to transmit herewith a copy of the Customs and Indirect Taxes Code¹ which incorporates the provisions of the WTO Customs Valuation Agreement into Moroccan law. The Code entered into force on 4 July 1998.

¹ French only.

CODE DES DOUANES ET IMPÔTS INDIRECTS

Article

À compter du 4 juillet 1998, les dispositions de l'article 20 du Code des douanes et impôts indirects approuvé par le dahir portant Loi n° 1-77-339 du 25 chaoual 1397 (9 octobre 1977) sont abrogées et remplacées comme suit et, en conséquence, l'article 20*bis* actuel sera l'article 20*quindecies*:

Article 20

Pour l'application des dispositions du paragraphe 1 de la présente section:

1. Le terme "marchandises produites" signifie également marchandises cultivées, fabriquées ou extraites.

2. L'expression "marchandises identiques" s'entend des marchandises importées:

- qui sont les mêmes à tous égards, y compris les caractéristiques physiques, la qualité et la réputation, que les marchandises à évaluer. Des différences d'aspect mineures n'empêchent pas des marchandises conformes par ailleurs à la définition d'être considérées comme identiques;
- produites dans le même pays que les marchandises à évaluer; et
- produites par la même personne qui a produit les marchandises à évaluer ou, lorsque de telles marchandises ne sont pas disponibles, produites par une personne différente.

L'expression "marchandises identiques" ne couvre pas les marchandises importées qui ont fait l'objet de travaux d'ingénierie, d'étude, d'art ou de design, ou de plans ou de croquis, exécutés dans le territoire assujetti, fournis directement ou indirectement par l'acheteur, sans frais ou à coût réduit, et utilisés lors de la production et de la vente pour l'exportation de ces marchandises importées.

3. L'expression "marchandises similaires" s'entend des marchandises importées:

- qui, sans être pareilles à tous égards, présentent des caractéristiques semblables et sont composées de matières semblables ce qui leur permet de remplir les mêmes fonctions et d'être commercialement interchangeables. La qualité des marchandises, leur réputation et l'existence d'une marque de fabrique ou de commerce sont au nombre des facteurs à prendre en considération pour déterminer si des marchandises sont similaires;
- produites dans le même pays que les marchandises à évaluer; et
- produites par la même personne qui a produit les marchandises à évaluer ou, lorsque de telles marchandises ne sont pas disponibles, produites par une personne différente.

L'expression "marchandises similaires" ne couvre pas des marchandises importées qui ont fait l'objet de travaux d'ingénierie, d'étude, d'art ou de design, ou de plans ou de croquis, exécutés dans le territoire assujetti, fournis directement ou indirectement par l'acheteur, sans frais ou à coût réduit, et utilisés lors de la production et de la vente pour l'exportation de ces marchandises importées.

4. L'expression "marchandises de la même nature ou de la même espèce" s'entend des marchandises importées classées dans un groupe ou une gamme de marchandises produites par une branche de production particulière ou un secteur particulier d'une branche de production, et comprend les marchandises identiques ou similaires.

5. Les personnes sont réputées être liées:

- a) si l'une fait partie de la direction ou du conseil d'administration de l'entreprise de l'autre, et réciproquement;
- b) si elles ont juridiquement la qualité d'associés;
- c) si l'une est l'employeur de l'autre;
- d) si une personne quelconque possède, contrôle ou détient directement ou indirectement 5 pour cent ou plus des actions ou parts émises avec droit de vote, de l'une et de l'autre;
- e) si l'une d'elles contrôle l'autre directement ou indirectement;
- f) si toutes deux sont directement ou indirectement contrôlées par une tierce personne;
- g) si, ensemble, elles contrôlent directement ou indirectement une tierce personne; ou
- h) si elles sont membres de la même famille.

6. Les personnes qui sont associées en affaires entre elles du fait que l'une est l'agent, le distributeur ou le concessionnaire exclusif de l'autre, quelle que soit la désignation employée, seront réputées être liées aux fins de la présente section si elles répondent à l'un des critères énoncés au point 5 ci-dessus.

7. Aux fins du point 5 ci-dessus, le terme "personnes" s'entend également des personnes morales.

8. L'expression "commissions d'achat" s'entend des sommes versées par un importateur à son agent pour le service qui a consisté à le représenter à l'étranger en vue de l'achat des marchandises à évaluer.

Article 20bis

La valeur en douane des marchandises importées est la valeur transactionnelle telle que définie à l'article 20quinquies sauf, à titre transitoire, pour les marchandises visées à l'article 20quater ci-dessous.

Article 20ter

Lorsque la valeur en douane ne peut pas être déterminée par application des dispositions de l'article 20quinquies ci-dessous, il y a lieu de faire application successivement des articles 20septies, 20octies, 20nonies et 20decies jusqu'au premier de ces articles qui permettra de déterminer la valeur en douane.

Article 20^{quater}

1. La valeur en douane des marchandises reprises sur la liste visée au point 2 ci-après est déterminée par application de prix de référence lorsque la valeur transactionnelle des marchandises à évaluer est inférieure auxdits prix.

2. Un décret pris sur proposition du Ministre chargé des finances et après avis du Ministre chargé du commerce et de l'industrie fixe les prix de référence ainsi que la liste des marchandises qui y sont soumises.

Article 20^{quinquies}

1. La valeur en douane des marchandises importées est la valeur transactionnelle, c'est-à-dire le prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises lorsqu'elles sont vendues pour l'exportation à destination du territoire assujéti après ajustement conformément aux dispositions de l'article 20^{sexies} ci-après, à condition:

- a) qu'il n'existe pas de restrictions concernant la cession ou l'utilisation des marchandises par l'acheteur, autres que des restrictions qui:
 - sont imposées ou exigées par la loi ou par la réglementation en vigueur;
 - limitent la zone géographique dans laquelle les marchandises peuvent être revendues; ou
 - n'affectent pas substantiellement la valeur des marchandises;
- b) que la vente ou le prix n'est pas subordonné à des conditions ou à des prestations dont la valeur n'est pas déterminable pour ce qui se rapporte aux marchandises à évaluer;
- c) qu'aucune partie du produit de toute revente, cession ou utilisation ultérieure des marchandises par l'acheteur ne revient directement ou indirectement au vendeur, sauf si un ajustement approprié peut être opéré en vertu des dispositions de l'article 20^{sexies} ci-dessous; et
- d) que l'acheteur et le vendeur ne sont pas liés ou, s'ils le sont, que la valeur transactionnelle est acceptable à des fins douanières en vertu des dispositions du point 2 ci-après.

2. a) Lorsque l'acheteur et le vendeur sont liés, au sens du point 5 de l'article 20 ci-dessus, la valeur transactionnelle est acceptée pour autant que l'examen des circonstances propres à la vente des marchandises importées indique que ces liens n'ont pas influencé le prix.

b) Dans une vente entre personnes liées, la valeur transactionnelle est acceptée lorsque l'importateur ou le déclarant démontre que la valeur déclarée des marchandises à évaluer est très proche de l'une des valeurs ci-après, déterminée au même moment ou à peu près au même moment:

- valeur transactionnelle lors de ventes à des acheteurs non liés, de marchandises identiques ou similaires pour l'exportation à destination du territoire assujéti;
- valeur en douane de marchandises identiques ou similaires telle que définie à l'article 20^{nonies} ci-dessous.

Dans l'application des critères qui précèdent, il est dûment tenu compte des différences démontrées entre les niveaux commerciaux, les quantités, les ajustements opérés en vertu des dispositions de l'article 20*sexies* et les coûts supportés par le vendeur lors de ventes dans lesquelles le vendeur et l'acheteur ne sont pas liés.

c) Les critères énoncés au point 2 b) du présent article sont à utiliser à l'initiative de l'importateur ou du déclarant, et à des fins de comparaison seulement. Des valeurs de substitution ne peuvent pas être établies en vertu du point 2 b) précité.

3. a) Le prix effectivement payé ou à payer est le paiement total effectué ou à effectuer par l'acheteur au vendeur, ou au bénéfice de celui-ci pour les marchandises importées, et comprend tous les paiements effectués ou à effectuer, comme condition de la vente des marchandises importées, par l'acheteur au vendeur, ou par l'acheteur à une tierce personne pour satisfaire à une obligation du vendeur. Le paiement ne doit pas nécessairement être fait en espèces, il peut être fait par lettres de crédit ou instruments négociables et peut s'effectuer directement ou indirectement.

b) Les activités, y compris celles qui se rapportent à la commercialisation, entreprises par l'acheteur ou pour son propre compte, autres que celles pour lesquelles un ajustement est prévu à l'article 20*sexies* ne sont pas considérées comme un paiement indirect au vendeur, même si l'on peut considérer que le vendeur en bénéficie ou qu'elles ont été entreprises avec son accord, et leur coût n'est pas ajouté au prix effectivement payé ou à payer pour la détermination de la valeur en douane des marchandises importées.

Article 20*sexies*

1. Pour déterminer la valeur en douane par application des dispositions de l'article 20*quinquies*, on ajoute au prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises importées:

- a) les éléments suivants, dans la mesure où ils sont supportés par l'acheteur mais n'ont pas été inclus dans le prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises:
 - commissions et frais de courtage, à l'exception des commissions d'achat;
 - coût des contenants traités, à des fins douanières, comme ne faisant qu'un avec la marchandise;
 - coût de l'emballage, comprenant aussi bien la main-d'œuvre que les matériaux.
- b) la valeur, imputée de façon appropriée, des produits et services ci-après lorsqu'ils sont fournis directement ou indirectement par l'acheteur, sans frais ou à coût réduit, et utilisés lors de la production et de la vente pour l'exportation des marchandises importées, dans la mesure où cette valeur n'a pas été incluse dans le prix effectivement payé ou à payer:
 - matières, composants, parties et éléments similaires incorporés dans les marchandises importées;
 - outils, matrices, moules et objets similaires utilisés pour la production des marchandises importées;
 - matières consommées dans la production des marchandises importées;

- travaux d'ingénierie, d'étude, d'art et de design, plans et croquis exécutés ailleurs que dans le territoire assujéti et nécessaires pour la production des marchandises importées.
 - c) sous réserve des dispositions du point 4 ci-après, les redevances et les droits de licence relatifs aux marchandises à évaluer, que l'acheteur est tenu d'acquitter, soit directement soit indirectement, en tant que condition de la vente des marchandises à évaluer, dans la mesure où ces redevances et droits de licence n'ont pas été inclus dans le prix effectivement payé ou à payer;
 - d) la valeur de toute partie du produit de toute revente, cession ou utilisation ultérieure des marchandises importées qui revient, directement, au vendeur;
 - e) les frais de transport des marchandises importées jusqu'à leur introduction dans le territoire assujéti;
 - f) les frais de chargement, de déchargement et de manutention connexes au transport des marchandises importées jusqu'à leur introduction dans le territoire assujéti; et
 - g) le coût de l'assurance.
2. Tout élément, qui est ajouté par application des dispositions du présent article au prix effectivement payé ou à payer, est fondé exclusivement sur des données objectives et quantifiables.
3. Pour la détermination de la valeur en douane, aucun élément ne sera ajouté au prix effectivement payé ou à payer, à l'exception de ceux qui sont prévus par le présent article.
4. a) Lors de la détermination de la valeur en douane, les frais relatifs au droit de reproduire les marchandises importées dans le territoire assujéti ne sont pas ajoutés au prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises importées.
- b) Les paiements effectués par l'acheteur en contrepartie du droit de distribuer ou de revendre les marchandises importées ne sont pas ajoutés au prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises importées si ces paiements ne sont pas une condition de la vente, pour l'exportation, des marchandises importées.

Article 20septies

1. a) Si la valeur en douane des marchandises importées ne peut pas être déterminée par application des dispositions de l'article 20quinquies, la valeur en douane est la valeur transactionnelle de marchandises identiques, vendues pour l'exportation à destination du territoire assujéti et exportées au même moment ou à peu près au même moment que les marchandises à évaluer.
- b) Lors de l'application du présent article, la valeur en douane est déterminée en se référant à la valeur transactionnelle de marchandises identiques, vendues au même niveau commercial et sensiblement en même quantité que les marchandises à évaluer.
- c) En l'absence de ventes visées à l'alinéa b) ci-dessus, la valeur en douane sera déterminée en se référant à la valeur transactionnelle de marchandises identiques, vendues à un niveau commercial différent et/ou en quantité différente, ajustée pour tenir compte des différences que le niveau commercial et/ou la quantité auraient pu entraîner, à la condition que de tels ajustements, qu'ils conduisent à une augmentation ou une diminution de la valeur, se fondent sur des éléments de preuve produits établissant clairement qu'ils sont raisonnables et exacts.

2. La valeur transactionnelle est ajustée pour tenir compte des différences notables qui peuvent exister entre les coûts et frais afférents d'une part, aux marchandises à évaluer et, d'autre part, aux marchandises identiques considérées, par suite de différences dans les distances et les modes de transport.

3. Lors de l'application du présent article, si plus d'une valeur transactionnelle de marchandises identiques est constatée, la valeur en douane sera déterminée en se référant à la valeur transactionnelle la plus basse pour déterminer la valeur en douane des marchandises importées.

Article 20octies

1. a) Si la valeur en douane des marchandises importées ne peut pas être déterminée par application des dispositions des articles 20quinquies et 20septies, la valeur en douane est la valeur transactionnelle de marchandises similaires, vendues pour l'exportation à destination du territoire assujetti et exportées au même moment ou à peu près au même moment que les marchandises à évaluer.

b) Lors de l'application du présent article, la valeur en douane est déterminée en se référant à la valeur transactionnelle de marchandises similaires, vendues au même niveau commercial et sensiblement en même quantité que les marchandises à évaluer.

c) En l'absence de ventes visées à l'alinéa b) ci-dessus, la valeur en douane sera déterminée en se référant à la valeur transactionnelle de marchandises similaires, vendues à un niveau commercial différent et/ou en quantité différente, ajustée pour tenir compte des différences que le niveau commercial et/ou la quantité auraient pu entraîner à la condition que de tels ajustements, qu'ils conduisent à une augmentation ou une diminution de la valeur, se fondent sur des éléments de preuve produits établissant clairement qu'ils sont raisonnables et exacts.

2. La valeur transactionnelle est ajustée pour tenir compte des différences notables qui peuvent exister entre les coûts et frais afférents d'une part, aux marchandises à évaluer et, d'autre part, aux marchandises similaires considérées, par suite de différences dans les distances et modes de transport.

3. Lors de l'application du présent article, si plus d'une valeur transactionnelle de marchandises similaires est constatée, la valeur en douane sera déterminée en se référant à la valeur transactionnelle la plus basse pour déterminer la valeur en douane des marchandises importées.

Article 20nonies

1. a) Si les marchandises identiques ou similaires importées sont vendues sur le territoire assujetti en l'état où elles sont importées, la valeur en douane des marchandises importées, déterminée par application des dispositions du présent article, se fonde sur le prix unitaire correspondant aux ventes des marchandises importées ou de marchandises identiques ou similaires importées totalisant la quantité la plus élevée, ainsi faites à des personnes non liées aux vendeurs, au moment ou à peu près au moment de l'importation des marchandises à évaluer, sous réserve de déductions se rapportant aux éléments ci-après:

- commissions généralement payées ou convenues, ou marges généralement pratiquées pour bénéfices et frais généraux relatifs aux ventes, sur le territoire assujetti de marchandises importées de la même espèce ou de la même nature;
- droits de douane et autres droits et taxes à payer dans le territoire assujetti en raison de l'importation ou de la vente des marchandises.

b) Lorsque ni les marchandises importées ni des marchandises identiques ou similaires importées ne sont vendues au moment ou à peu près au moment de l'importation des marchandises à évaluer, la valeur en douane se fonde, sous réserve des dispositions du point 1 a) du présent article, sur le prix unitaire auquel les marchandises importées, ou des marchandises identiques ou similaires importées, sont vendues sur le territoire assujetti en l'état où elles sont importées, à la date la plus proche qui suit l'importation des marchandises à évaluer, mais dans les 90 jours à compter de cette importation.

2. Que l'importateur le demande ou non, l'administration se réserve le droit d'autoriser l'application de la méthode définie ci-après:

- a) lorsque ni les marchandises importées, ni les marchandises identiques ou similaires importées, ne sont vendues sur le territoire assujetti en l'état où elles sont importées, la valeur en douane se fonde sur le prix unitaire correspondant aux ventes de marchandises importées totalisant la quantité la plus élevée, faites sur le territoire assujetti après ouvraison ou transformation ultérieure, à des personnes qui ne sont pas liées aux vendeurs;
- b) pour l'application des dispositions de l'alinéa a) ci-dessus, il est dûment tenu compte de la valeur ajoutée par l'ouvraison ou la transformation et des déductions prévues au point 1 a) du présent article.

Article 20*decies*

1. Si la valeur en douane des marchandises importées ne peut pas être déterminée par application des dispositions des articles 20*quinqies*, 20*septies*, 20*octies* et 20*nonies*, elle sera déterminée par des moyens raisonnables compatibles avec les principes et les dispositions générales de la présente section et sur la base des données disponibles au Maroc.

2. La valeur en douane déterminée par application des dispositions du présent article ne se fondera pas:

- a) sur le prix de vente de marchandises dans le territoire assujetti;
- b) sur un système prévoyant l'acceptation à des fins douanières, de la plus élevée des deux valeurs possibles;
- c) sur le prix de marchandises sur le marché intérieur du pays d'exportation;
- d) sur le prix de marchandises vendues pour l'exportation à destination d'un pays autre que le Maroc;
- e) sur des valeurs en douane minimales, sauf pour les produits visés à l'article 20*quater* ci-dessus;
- f) sur des valeurs arbitraires ou fictives.

Article 20*undecies*

Lorsque certains des éléments retenus pour la détermination de la valeur imposable sont exprimés dans une monnaie étrangère, la conversion doit être effectuée sur la base du taux de change publié par Bank Al Maghrib à la date de l'enregistrement de la déclaration que l'importateur doit faire à l'administration conformément aux dispositions de l'article 74 ci-dessous.

Article 20*duodecies*

Aucune disposition de la présente section ne sera interprétée comme restreignant ou contestant les droits de l'administration de s'assurer de la véracité ou de l'exactitude de toute affirmation, pièce ou déclaration présentée aux fins de l'évaluation en douane.

En cas de doute, la charge de la preuve incombe à l'importateur. L'administration peut lui demander communication des justificatifs complémentaires. À défaut de réponse, ou si les justificatifs complémentaires produits ne sont pas satisfaisants, l'évaluation des marchandises importées ne peut pas être déterminée par application des dispositions de l'article 20*quinqüies* ci-dessus relatif à la valeur transactionnelle. Dans ces conditions, la valeur en douane sera déterminée par application des autres méthodes d'évaluation dans l'ordre défini à l'article 20*ter*.

Article 20*terdecies*

1. Sauf dérogation prévue par arrêté du Ministre chargé des finances, une déclaration des éléments relatifs à la valeur en douane doit être déposée avec la déclaration en détail.
2. La déclaration des éléments relatifs à la valeur en douane doit être signée par l'importateur ou le déclarant.
3. La forme de la déclaration des éléments relatifs à la valeur en douane, les énonciations qu'elle doit contenir ainsi que la date de son exigibilité sont fixées par arrêté du Ministre chargé des finances.

Article 20*quaterdecies*

Les conditions d'application des articles 20 à 20*terdecies* ci-dessus sont déterminées, le cas échéant, par décision du Ministre chargé des finances.
